

Estelle Ondo veut exister

Par AP

La responsable des Eaux et Forêts de la junte militaire-putschiste au pouvoir au Gabon espère se faire un nom. Sans doute à cause d'un agenda très léger, malgré la crise profonde qui secoue le secteur forestier depuis la décision du putschiste BOA d'interdire l'exportation du bois en grumes sans mesures d'accompagnement, notamment le financement à hauteur de 20 milliards de FCEA du Fonds forêt, comme prévu. Sans oublier le conflit homme-faune qui fait des dégâts au Gabon. La collabo putschiste veut déclencher une « guerre contre l'Union nationale », parti qu'elle a trahi en acceptant de servir un pouvoir putschiste et criminel, juste pour attirer sur elle les projecteurs et « exister » enfin.

Sa première tentative pour semer le trouble au sein de cette formation politique, exhumer l'ancien président du mouvement des jeunes de l'UN Gislain Ledoux Mbovoue Edou pour venir appuyer sa démarche de traite, n'ayant prospéré, la traîtresse a alors décidé de s'en prendre au secrétariat exécutif lui-même. Elle a ainsi adressé, par exploit d'huis-

sier de justice, une correspondance à l'UN, pour lui demander de lui fournir, sous huitaine, les éléments écrits du conseil national qui aurait statué sur son sort. L'intéressée considère que le secrétaire exécutif de l'UN, qui avait publié un communiqué le 3 octobre dernier pour préciser que son parti n'était en rien concerné par l'entrée de cette « militante » dans le gouvernement putschiste de BOA, n'était pas fondé en droit pour le faire, au regard des statuts de cette formation politique. Seul un conseil national dûment convoqué selon les termes des statuts de l'UN et tenu dans le respect du quorum pouvait décider des sanctions contre elle. C'est-à-dire que la collabo putschiste occulte volontairement la légitimité du secrétaire exécutif, issu du vote massif des militants de cette formation politique en sa faveur, lors du renouvellement des organes de ce parti au dernier congrès de mars 2016. Comme tel, il a parfaitement le droit de s'exprimer au nom des militants sur des questions brûlantes de l'actualité politique, sans qu'il soit nécessaire de convoquer un conseil national. Etant entendu que les déclarations du secrétaire exécutif ou du président du parti doivent par la suite recevoir le qui-

tus du congrès extraordinaire ou du bureau du conseil national, lorsqu'elles doivent se traduire en actes concrets.

Estelle Ondo connaît parfaitement cette modalité de fonctionnement, en sa qualité d'ancienne vice-présidente de l'UN. Elle l'a du reste utilisé en acceptant, en dehors de tout conseil national ou de congrès extraordinaire, de figurer dans un gouvernement putschiste. Elle doit par conséquent attendre que les instances de décision approuvent ou désapprouvent son attitude au-delà de la condamnation, pour l'heure sans frais, annoncée dans un communiqué par le secrétariat exécutif. Elle a préféré se mettre en spectacle pour attaquer une procédure qui n'existe pas.

Cette initiative désespérée est tout simplement une volonté de montrer au chef de la junte qu'*« elle existe »* politiquement. Alors qu'en réalité, elle n'a ni troupe, ni fief politique. Sa ville natale, Oyem, est entre les mains des poids lourds que sont Jean-Christophe Owono Nguema, le vice-président du Sénat, et Vincent Essono Mengue, le maire, qui vient de confirmer tout son soutien au président élu Jean Ping. Ces deux mastodontes de la politique locale ont réduit le Parti démocratique gabonais (PDG) à sa plus simple expression. C'est dire que la collabo qui est passée dans le camp marginal de BOA ne peut prétendre à offrir quoi que ce soit à BOA. Au mieux, elle ne fera que le bonheur de quelques profitos-situationnistes sans étoffe, qui s'emploieront à la « saigner » financièrement à chacune de ses apparitions à Oyem. Dans un contexte politique aussi défavorable pour elle, elle croit qu'engager une bataille contre son parti, vu qu'elle est incapable d'occuper le terrain, avec l'appui des médias de la junte, lui offrira une dimension nationale. L'UN, qui a géré sans heurt la défection de certains de ces membres à la stature nationale depuis 2014, ne va sans doute pas offrir à cette « naine politique » la tribune qu'elle réclame tant pour « grandir ».

